

Numérisation CERMTRI

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

 REDACTION ADMINISTRATION :
 5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52

 ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
 Etranger: 1 an: 1.500 F
 C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

**A, PLUS QUE
JAMAIS
BESOIN DE
VOTRE AIDE
ABONNEZ-
VOUS !...
SOUSCRIVEZ!**

VONT-ILS MOURIR ?

LA presse quotidienne du 28 janvier rapporte dans quelles conditions 4 enfants et une femme vont peut-être mourir faute de 20.000 francs par tête.

Il s'agit d'une institutrice d'Avion, dans le Nord, et de 4 de ses élèves. Ils ont été mordus par un chien, le 20 janvier dernier. Ce chien errant fut ensuite abattu. Était-il enragé ? Le vétérinaire, consulté trop tard pour l'autopsie, n'a pu se prononcer.

Dans ces conditions, un traitement antirabique préventif s'imposait. L'Institut Pasteur de Lille est prêt à le dispenser gratuitement. Mais il faut pour cela y aller chaque jour pendant 3 semaines. Et les frais de transport dépasseraient 20.000 francs par tête. La Sécurité Sociale ne veut pas payer. Personne ne veut payer. Et les parents, eux, ne peuvent pas payer. Les 4 enfants se passeront donc de vaccin. Et, hier, la petite Jeannine, 6 ans, avait, en arrivant à l'école, un visage si enflé que la directrice l'a renvoyée chez elle.

Il ne s'agit là que d'un incident banal du « mode de vie français », au pays de la libre entreprise. Chaque jour, des milliers de vieillards, de retraités, doivent résoudre le problème de vivre avec 20.000, 15.000 et même 10.000 francs par mois. Combien meurent de faim ? Les statistiques sont muettes. On meurt toujours d'un arrêt du cœur, après tout !

Chaque jour, des centaines de milliers de mères de familles doivent faire leur marché avec les 30.000, 35.000 ou 40.000 francs par mois que rapporte leur mari, manoeuvre. Chaque jour, des enfants, dans les taudis surpeuplés, s'étioilent ; l'école, faute de place, les refuse. C'est maintenant courant. Chaque jour, des jeunes Français et

R. MONGE.

(Suite page 3.)

Une circonstance très atténuante :

Appartenir à l'église

NOUS ne sommes pas de ceux qui donnent une valeur mythique au « châtiment suprême ». Si la tête de l'abbé Desnoyers devait tomber sous la guillotine, nous ne penserions pas que la « société en serait mieux défendue ». Nous ne réclamerions pas une vie supplémentaire, en échange de celle de la jeune Régine Fays. Des individus sociaux comme ce Desnoyers doivent-ils être enfermés à vie ou bien supprimés ? C'est une question à laquelle chacun peut répondre selon sa conscience.

Ce qui est remarquable dans le verdict rendu à l'issue d'un procès qui demeurera un modèle de discrétion — discrétion quant aux causes des deux meurtres, quant à l'incroyable négligence de l'Evêché — c'est qu'il accorde à l'assassin des « circonstances atténuantes ». On ne voit pas lesquelles, si ce n'est qu'il est un prêtre. C'est l'écclésiastique que les notables nancéens — parmi eux un commandant en retraite, un directeur commercial, un industriel — ont épargné, et c'est là qu'éclate, une fois encore, le scandale de cette justice, prétendument impartiale, mais en fait au service exclusif de la richesse, du

pouvoir et de tout ce qui défend cette richesse et ce pouvoir.

Les journaux bourgeois prétendent que les jurés de Nancy ont « condamné la peine de mort ». Il n'en est rien, et il suffira d'attendre pour voir qu'il n'est pas question, en France, de faire chômer les guillotines. Plus simplement, la France, pays civilisé entre tous, ne saurait condamner à la peine capitale un prêtre, quels que soient ses crimes, pas plus qu'elle ne saurait mettre hors d'état de nuire un de ses flics, même s'il abat un innocent...

La même presse se vante de sa discrétion : elle a re-

(Suite page 2)

AMERIQUE LATINE

L'impérialisme, la bourgeoisie nationale et le prolétariat ...

Le plan de colonisation de l'Amérique Latine fait partie intégrante du plan de domination mondiale de l'impérialisme nord-américain. Dans le cadre de ce plan, l'Amérique Latine serait son appui principal dans la guerre qu'il prépare. Au point de vue économique, ce continent est important parce qu'il possède des matières premières indispensables pour l'armement (cuivre, étain, pé-

D'autre part, c'est sur ce continent que l'impérialisme yankee a investi le plus de capitaux. De ce fait, les peuples latino-américains sont ceux qui souffrent et souffriront le plus de la surexploitation impérialiste.

L'importance même de l'Amérique Latine dans le jeu mondial de l'impérialisme yankee fait qu'un mouvement révolutionnaire sur ce continent affectera plus directement les Etats-Unis qu'un soulèvement des masses en Afrique ou en Asie.

Pour mener à bien ses plans de colonisation, l'impérialisme yankee doit transformer les gouvernements de l'Amérique Latine en satellites purs et simples. A cette fin, il emploie diverses tactiques. Celle qu'il préfère, pour enliser le mouvement des masses, consiste à encourager la formation de gouvernements d'apparence « démocratique », comme c'est le cas au Chili ou en Uruguay. La démocratie parlementaire lui facilite la tâche, en lui permettant de diviser les partis

bourgeois libéraux et petits bourgeois, jouant des uns contre les autres.

L'accord complet scellé par l'impérialisme avec l'Eglise catholique lui permet d'utiliser l'influence de cette dernière pour édifier des partis modernes trouvant leur appui principal dans la petite bourgeoisie. Sans rompre avec les partis bour-

SLATO.

(1) Voir LA VERITE n° 482 et 486. (Suite page 3)

DACHAU. LE-PETIT

EN arrivant sur la grande place du camp de concentration S.S. de Dachau, où avaient lieu les appels, on ne pouvait manquer d'être frappé par l'immense inscription en allemand : « Le travail, le zèle, l'assiduité, l'obéissance sont les seules étapes sur le chemin de la liberté ». Je n'ai eu que peu de fois l'occasion de la lire, n'ayant passé que quelques semaines à Dachau, en bloc de quarantaine, avant d'être expédié en commando ; aussi ne suis-je pas même sûr d'en reproduire exactement les termes ; mais l'esprit y est.

Et c'est ce même esprit qui imprègne la notice officielle sur « l'action psychologique » dans les « camps d'hébergement » algériens dont le journal « Le Monde » a publié récemment de larges extraits, qui ont rappelés à ma mémoire le souvenir, oublié depuis 13 ans et demi, de l'inscription de Dachau.

Tout y est. La même hypocrisie : les détenus, on ne le rappellera jamais assez, étaient appelés « Schuzhäftlinge », détenus protégés, protégés contre la colère du peuple qui, indigné de l'infamie de leurs attentats contre la « communauté du peuple » national socialiste, les eut exterminés incontinent. Ils étaient là pour être « rééduqués », notamment par le « sport », la « gymnastique », de sinistre mémoire dans les camps d'extermination Lisez la « notice » : « Les autorités ont-elles le droit de libérer les détenus ? Non, car elles ont le devoir de protéger la population et de maintenir en prison tous les criminels, les lâches

et les faibles. C'est le peuple, victime des hors-la-loi, qui a le droit de pardonner... etc... etc... » La « communauté du peuple » nazie s'appelle ici « communauté franco-musulmane », voilà tout.

La même haine de la culture. Parmi les moyens proposés par la « notice » pour « désintéresser l'individu » figure le « nivellement des individus (retrait des pseudo-intellectuels, des petits bourgeois prétentieux) » (sic) ! Le S.S. qui commanda en dernier lieu le commando de Landsberg-sur-le-Lech, un ancien garçon boucher, éprouvait une satisfaction toute spéciale à se faire cirer les bottes par l'interprète principal du camp, éminent professeur d'allemand à la Faculté de Strasbourg.

La même volonté d'humilier l'homme. Il faut encore citer la « Notice » : « L'hébergé (sic) veut-il être libéré ?... Mais pourquoi est-il hébergé ?... N'a-t-il pas participé à des crimes ?... Quel gage peut-il donner de sa nouvelle foi et de sa volonté de lutte pour la bonne cause ? C'est l'heure de l'auto-critique. Il faut qu'il avoue ses erreurs et ses faiblesses en public ou par écrit... Pourquoi était-il un criminel ? Pourquoi a-t-il compris qu'il était dans l'erreur ? Maintenant, compte-t-il agir en « artisan de l'Algérie nouvelle et française » ? Qui ne se souvient comme les S.S. aimaient accrocher au cou de leurs prisonniers, particulièrement des Juifs, des écriteaux infamants, et les obliger à des auto-accusations injurieuses en public ?

Même tendance aussi à corrompre certains détenus en leur offrant des postes « responsables » pour surveiller et brimer leurs camarades. Le mot « kapo » est entré dans le vocabulaire mondial. Que dit la « Notice » ?... Les « hébergés » sont répartis par groupes de 10 à 12, puis en sections de 3 ou

Gérard BLOCH.

(Suite page 2)

ERRATUM

Par suite d'une faute d'impression, le précédent n° de « LA VERITE » en date du 23 janvier 1958, porte le n° 486 au lieu de 485.

Pour éviter toute confusion, le présent n° sera le 487 et il n'y aura pas de 485.

FONCTION PUBLIQUE

LES REVENDICATIONS AU GARAGE ?

A l'heure où nous mettons sous presse, les syndicats de la Fonction Publique viennent d'être reçus par Gaillard. Après avoir éprouvé les hiérarchies et s'être usés en démarches auprès des Marcellin, Chatenet et autres Rossard, il leur fallait la confirmation par le « grand chef » du refus de la bourgeoisie de lâcher une patûre suffisante aux serviteurs de l'Etat. Comme il faut quand même

nourrir les syndicats d'illusions (à défaut d'espèces sonnantes et trébuchantes réservées à la guerre d'Algérie ou aux super-armements), M. Gaillard aurait « reconnu » le droit des fonctionnaires à gagner 220.000 francs de salaire mensuel à la base (ce qui fait, à Paris, avec l'indemnité de résidence au coefficient 120, quelque chose comme 26.000 francs par mois).

Bien sûr, M. Gaillard a argué des trous creusés dans les finances par le régime pour refuser d'accorder cette somme dès aujourd'hui, mais, a-t-il dit, à défaut d'argent, le lampiste pourra attendre des jours meilleurs avec cette reconnaissance platonique d'ailleurs réclamée par les syndicats. Pour que tout cela soit clair, il a ajouté que son P.F.U.M. n'accordait rien de plus que les 74 milliards prévus (si l'on prend un facteur des P.U.T. à Bordeaux, on a une augmentation de 1.553 francs mensuels au 1-1-58, qui serait accrue de 487 fr. mensuels au 1^{er} mai et de 833 fr. au 1^{er} août et de 464 fr. en novembre 1958), qui distribuent, au fil de l'année, des aumônes provocantes déjà annulées plusieurs fois en cette fin janvier par la hausse scandaleuse des prix !

Donner des augmentations dérisoires, mais éblouir les yeux par de fallacieuses promesses d'harmonisation ou les luttes catégorielles et corporatives interviendraient comme un facteur de continuelle diversion, c'est une politique cohérente qui ne coûte rien à l'Etat, tout en occupant le tapis vert des discussions illusives.

Il reste à savoir si les militants et les travailleurs de la Fonction Publique acceptent cette mise sur la voie de garage de leur volonté de conquérir tout de suite, au minimum, les 200 milliards qui, distribués également à tous, leur donneraient l'augmentation uniforme mensuelle de 10.000 francs.

R. ARTAUD.

DACHAU-LE-PETIT

(Suite de la page 1)
4 groupes « à la tête desquels sont placés des « hommes de confiance » qui deviennent en réalité des moniteurs d'action psychologique ».

Bien entendu, une étude sociologique poussée mettrait en lumière d'innombrables différences entre les camps nazis et les camps algériens, dont le contexte politique et social n'est pas identique. De plus, alors que des millions et des millions d'internés sont passés dans les camps S.S., les « camps d'hébergements » français en Algérie n'ont encore « hébergé » que quelques dizaines de milliers de personnes. Ce n'est pas la volonté d'exterminer leurs adversaires qui est plus faible chez les impérialistes français que chez leurs confrères allemands ; ils ont seulement les reins moins solides. Le capitalisme allemand, dans sa décadence, a engendré un Hitler, le capitalisme français, des La Rocque, des Doriot ou des Poujade — et des Dachau au rabais. Mais la nature du régime concentrationnaire reste la même : un régime dont — sans avoir été jugés par aucun tribunal, littéralement hors-la-loi, soumises à l'arbitraire d'une administration qui les considère comme les ennemis de l'ordre qu'elle défend — les victimes sont abandonnées sans aucun recours au « bon plaisir » de ceux-là même qui les gardent.

camps ou « centres de séjour », les « centres de triage » — une caserné de parachutistes, par exemple — où le détenu peut rester 2 mois, avant qu'il ne soit statué sur son sort. La liste des camps est d'ailleurs connue, au moins pour les camps de « séjour » ; et le régime qui y est appliqué...

Et pourtant, tortures et camps, tout continue comme devant. Non que le peuple français puisse être considéré, pas plus que le peuple allemand, comme collectivement responsable. Les responsables, ce sont ceux, dirigeants du P.S. et du P.C.F., députés élus le 2 janvier 1956 pour faire la paix, qui ont voté les pouvoirs spéciaux, trahi et saboté la lutte des rappelés chloroformés la masse des travailleurs.

Mais le cancer concentrationnaire s'étend. A Mourmelon, en Seine-et-Marne, s'est installé un premier camp, qui vient d'être le théâtre de scènes scandaleuses. Il n'y avait que 33 détenus à Mourmelon ? Oui. C'est le commencement.

Les anciens concentrationnaires eux, savent exactement de quoi il s'agit. C'est à eux que le madresse au premier chef. Ne trouverons-nous pas les voies d'un sursaut, les moyens de manifester que ce crime doit cesser ?... Que nous ne tolérerons pas que le régime nom, appliqué à d'autres hommes qui, à leur tour, luttent pour la liberté et la justice ?...

Les bourgeois allemands, voulant sauvegarder leur bonne réputation quelque peu compromise dans l'opinion publique mondiale par la fumée des crématoirs, prétendaient que le peuple allemand avait tout ignoré des horreurs des camps. Argument absurde, ne serait-ce que parce qu'un million de citoyens allemands avait déjà péri dans les camps nazis, avant même que les premiers internés étrangers n'y fissent leur apparition. Au moins avait-il une apparence de vraisemblance, car la presse totalitaire du nazisme faisait un black-out total sur les camps.

Mais que pourraient dire en France les « patriotes » acharnés à blanchir un « honneur national » quelque peu usagé ? Le fait des tortures a été reconnu même par la presse la plus réactionnaire. Ni « Le Figaro », ni « L'Aurore » n'en contestent, la réalité, pas plus que celle des camps.

Et les tortures ne sont que le complément des camps. Elles sont pratiquement licites par les pouvoirs spéciaux, dont la dernière disposition prévoit, outre les

Chez Gondolo

DE plus en plus arrogant, le patron de la Biscuiterie GONDOLLO se permet, depuis quelque temps, de diminuer presque journellement le bon salaire des travailleurs, sans aucun motif valable.

Si bien que les travailleurs de la fabrication, lassés d'être chaque jour victimes de ce véritable vol, ont décidé, le jeudi 23 janvier, de passer à l'action.

A 100 %, la fabrication veut débrayer ; seuls, des délégués, toujours à l'avant-garde du combat, appellent à la patience, à la négociation.

Le jeudi matin, après une entrevue des délégués avec le directeur, rien de neuf. Devant cet état de choses, les travailleurs, spontanément, lancent le mot d'ordre de débrayage, de 13 h. 30 à 14 heures, pour avoir une réponse décisive de la direction.

Les délégués demandent de la patience : à 14 heures, ils demandent une entrevue avec le directeur.

Le directeur n'a « pas le temps » de les recevoir dans l'après-midi. Vont-ils donner l'ordre de grève ? Non, au contraire... Peut-être demain ?

Vendredi 24 au matin, devant cet état de choses, la fabrication veut toujours marquer par une action son mécontentement. On parle d'un mouvement vers les 10 heures.

Mais nos camarades délégués ne veulent à aucun prix lancer un mot d'ordre d'action.

Que faut-il penser ? Ces délégués sont-ils des incapables ? Alors, leurs centrales respectives se doivent de les changer, d'en faire choisir d'autres, dans une assemblée générale des travailleurs de chez Gondolo.

Où alors, les directions syndicales sont-elles responsables de cette orientation qui consiste à ne faire au patron nulle peine, même légère ?

Les travailleurs commencent à comprendre et envisagent la formation d'un Comité de lutte, où, démocratiquement, ils pourront envisager les meilleurs moyens de défendre leurs intérêts.

Correspondant.

NOIR sur BLANC

Le cœur à gauche

COMME chacun le sait, les socialistes sont de plus en plus « gauchistes », et, lors du récent débat parlementaire à propos des Anciens Combattants, ils se sont beaucoup fait prier pour voter la confiance.

Au cours d'une réunion de dirigeants et de députés S.F.I.O. Jules Moch, indigné par l'attitude de Gaillard, est allé jusqu'à s'écrier :

« Cet homme a une machine à calculer à la place du cœur »

Et Jules Moch, le fusilleur d'ouvriers, l'assassin de mineurs, qu'a-t-il à la place du cœur ?... Un équipement de C.E.R.S., en souvenir de 1948 ?

U. R. S. S.

DEPUIS 4 ans maintenant, Khrouchtchev s'évertue désespérément à appliquer à la caste bureaucratique dont il défend les intérêts une thérapie qui a de choc afin de la sortir de la torpeur qui l'a envahie depuis que le terreur dans laquelle la faisait vivre Staline a disparu avec le dictateur.

Parfois à la force du poignet, toujours avec audace, alternant la persuasion et la menace déguisée, évoluant entre les ouïs du « révisionnisme » et du « dogmatisme », il essaye d'entraîner l'équipe dirigeante dans une politique de mouvement qui est, à ses yeux, la seule chance qui reste à la bureaucratie d'endiguer le flot menaçant des masses travailleuses, hostiles au régime des privilèges, et d'empêcher que n'éclate, à la hongroise, la lutte des ouvriers pour le retour à la démocratie soviétique. La dernière en date des mesures de décongestion du passif stalinien est la décision prise le 17 décembre dernier par un Plénum du Comité Central du P.C.U.S. d'accroître le rôle des bureaucraties syndicales dans la gestion de l'économie, ce que la résolution votée appelle, par euphémisme, le « renforcement du pouvoir des syndicats soviétiques ».

Le Plénum du C.C. du P.C.U.S. estime indispensable d'améliorer sensiblement toute l'activité des syndicats soviétiques, surtout encore plus leur rôle dans la lutte de tout le peuple pour la construction du communisme », dit la résolution.

LE PASSE

LES ouvriers soviétiques savent exactement à quoi s'en tenir sur le dévouement à la classe ouvrière de la grande armée des bonzes syndicaux. Ils se souviennent encore aujourd'hui du rôle de flics que ceux-ci ont joué dans la première période de l'édification de l'économie soviétique. Aussi ne verraient-ils pas sans inquiétudes la campagne présente pour le renforcement du pouvoir des bureaucraties syndicales si les temps n'avaient pas changé, si le rayonnement de la bureaucratie et les travailleurs n'avaient pas évolué en faveur de ces derniers.

Dans le mépris global des ouvriers envers les bureaucraties, les chefs syndicaux viennent, sans aucun doute, au second rang, tout de suite après la police politique.

Car ils n'ont pas pu oublier encore, par exemple, que, non content d'accepter l'établissement du « travail correctif » sur les lieux de travail à la suite d'un simple abandon d'emploi ou même d'absence injustifiée (cette condamnation prévoyait une rémunération inférieure et une discipline pénitentiaire), le Conseil Central des Syndicats prit la décision, en septembre 1940, de considérer, en outre, la durée du travail correctif comme une interruption d'emploi. C'est-à-dire que les bonzes « syndicaux » censés représenter les intérêts des travailleurs, acceptaient que les sanctionnés soient également privés des avantages des assurances sociales et des allocations de maladie.

N'est-ce pas aussi le « Troud », le journal des syndicats, qui, dans son numéro du 16 février 1952, demandait des poursuites judiciaires contre des directeurs d'usines qui avaient pris l'initiative de procéder à une augmentation de salaires des ouvriers ?... Ce qui permettait, à l'époque, à un membre du Présidium du Conseil Central des syndicats de s'indigner de ce que : « dans beaucoup d'usines, il y a une tendance à excéder les feuilles de paie autorisées », car « l'activité syndicale doit actuellement être centrée sur l'aboutissement de la révision des taux de salaires et l'élimination des majorations de salaires en excédent des feuilles de paie autorisées ».

Rien d'étonnant à ce qu'à l'époque les chefs d'entreprises aient pu eux-mêmes craindre les dirigeants syndicaux. L'idée ne leur serait pas venue alors — pas plus qu'aux ouvriers d'ailleurs — de se soustraire à la fréquentation des réunions organisées par le Comité syndical d'usines ou de participer à une assemblée de production.

Est-il donc exagéré de dire, dans ces conditions, que,

APPARTENIR A L'EGLISE

(Suite de la page 1)

condamné à mort en France ?

fusé de profiter du scandale. Bonne plaisanterie, de la part de journaux qui se vautrent quotidiennement dans l'ignominie ! La discrétion inhabituelle des journaux à scandale n'est même pas une manifestation de charité chrétienne ; elle exprime le désir de défendre l'Eglise, d'éviter que l'on pose des questions sur le recrutement de ses prêtres, sur leur comportement, leur emprise sur certaines populations paysannes, etc...

Après le verdict, le père de Régine se serait écrié : « Mais que faut-il faire pour être

Ette Algérien, bien sûr... Mais pas seulement : il suffit de n'être ni policier, ni curé. La tragique histoire de Jacques Fesch, voleur d'occasion, assassin on peut presque dire « par accident », condamné à mort et exécuté « pour l'exemple », pour la seule raison que la victime était un agent de police, tout comme le procès du curé d'Uruffe, témoignent de ce que la justice française n'a d'une justice que le nom...

F. F.

Présentation nouvelle

depuis le triomphe de la bureaucratie sur les masses travailleuses, les dirigeants « syndicaux » (sic) n'ont été rien d'autre à l'usine qu'une police industrielle chargée par la caste privilégiée de hier d'ouvrir à sa machine et de lui enlever l'enjeu d'exprimer, aussi peu que ce soit, ses sentiments à l'égard de la bureaucratie ?

LA METAMORPHOSE

DEPUIS ces temps « héroïques » où la bureaucratie disputait âprement aux travailleurs le pouvoir de gestion, bien de l'eau a coulé sous les murs du Kremlin. Rejetés petit à petit par les dirigeants d'entreprises, et mais unanimement par les travailleurs, les bureaucraties syndicales ont confiné de plus en plus leurs activités dans les questions de législation du travail, d'assurances sociales, d'hygiène et de sécurité. De policiers du travail, ils sont passés progressivement au rôle d'auxiliaires du commandement. Désormais complètes dociles des directeurs d'usines, ils ont troqué, par là même, les premières loges pour de vulgaires strapontins.

« Souvent les syndicats se tiennent à l'écart des problèmes cruciaux d'organisation de la production, ne s'occupent pas de la question de l'organisation correcte des salaires », écrit la « Pravda » du 15 janvier 1957. « Prenez les assemblées de production », disait Khrouchtchev il y a un an. « Avant, elles jouaient un grand rôle dans les entreprises. Parfois, les directeurs tremblaient en se rendant à de telles assemblées. Mais, maintenant, l'affaire en est arrivée à un tel point que certains directeurs ne se rendent même plus aux assemblées de production ».

La collusion entre les chefs syndicaux et la direction des entreprises est donc devenue un fait patent : « On sait que les entreprises concluent des contrats collectifs. Souvent, ces contrats ne sont pas exécutés, mais les syndicats se taisent comme si tout allait bien ».

LE PRESENT

DEPUIS la mort de Staline, la situation à l'usine s'est énormément modifiée. Les ouvriers expriment de plus en plus ouvertement des exigences de plus en plus grandes. De leur côté, les directeurs d'entreprises tentent de se libérer davantage du contrôle central et de la tutelle du Parti. Pendant ce temps, alors que le climat social se détériore à vue d'œil, l'armée des bonzes syndicaux reste inutilisée. Et pourtant : « Ayant créé une énorme armée d'activistes, les syndicats disposent de moyens importants et divers pour influencer sur tous les secteurs de l'édification économique et culturelle ».

Déjà, la même revue écrivait en septembre 1956 (n° 13) : « Sans une amélioration radicale de l'activité des syndicats, il n'est pas possible de résoudre les problèmes de plus en plus nombreux et complexes de l'édification économique et culturelle ».

En d'autres termes, le temps est venu, aux yeux de l'équipe dirigeante, de réinvestir de nouveaux chefs syndicaux dans la gestion bureaucratique.

La bureaucratie syndicale est donc conviée à revenir à ses anciennes fonctions. Et, tout d'abord, il s'agit de mettre un frein aux libertés de plus en plus grandes que prennent les ouvriers dans l'accomplissement de leurs tâches et dans leurs relations avec leurs chefs directs.

« La lutte contre le relâchement de la discipline du travail doit être une tâche importante des organisations syndicales », écrit la revue « Kommunist » n° 19 - 1957.

Mais il ne faut pas craindre non plus de rompre la complicité qui s'est établie entre les dirigeants des entreprises et les chefs syndicaux. « En général, il faut dire que les syndicats ont cessé de discuter avec les dirigeants de l'économie, et qu'ils font excellent ménage avec eux. Et cependant, dans l'intérêt de la cause, il ne faut pas craindre de gêner les relations », s'écrie Khrouchtchev à la tribune du XX^e Congrès.

DEFENDONS NOTRE DROIT AU TRAVAIL

ON commence à parler, dans la profession bancaire, des nouvelles machines électroniques ; les ordinateurs, véritables cerveaux mécaniques perfectionnés capables de réaliser plusieurs travaux à la fois. Un ordinateur est en fonction depuis plusieurs mois dans les Assurances. Ces machines seraient introduites dans les banques dans les années à venir ; progressivement, et peut-être même brutalement, la mise en place des ordinateurs dans la banque entraînera la suppression des perforatrices et la compression des effectifs des opérateurs et même des employés.

Il serait temps que les syndicats s'occupent de la question pour mobiliser les mécanographes et alerter les employés. C'est avant que ces machines soient installées qu'il faut mettre en échec tout projet patronal éventuel de compression du personnel. La réduction du temps de travail (40 heures) et l'incorporation totale de la prime de machine dans les coefficients s'imposent.

Extrait de la « Tribune Libre des Employés », n° de janvier 58



QUELQUES REFLEXIONS ENTENDUES PARMI LES EMPLOYES DE BANQUE

QUE faut-il faire pour que l'âge de la retraite des femmes soit ramené à 58 ans ?

— Pouvons-nous obtenir la réversion de la retraite de la femme sur celle de son conjoint ?

— Actuellement, les congés d'un mois de date à date font perdre certains mois, les jours fériés auxquels les employés devraient avoir normalement droit. N'est-il pas possible de bénéficier d'un mois effectif avec des jours ouvrables, 26 jours ouvrables, par exemple ?

— Une fois de plus, les prix prennent l'ascenseur et les salaires l'escalier. Les syndicats doivent exiger une véritable échelle mobile. Mieux que quiconque, les ménages sauront estimer la hausse du coût de la vie.

— Les mécanographes sur grosses machines demandent depuis longtemps la demi-heure le soir, comme les perforatrices.

Ces réflexions émanent d'employés de banque qui voudraient voir les syndicats s'occuper plus activement de ces questions, en suspens depuis longtemps.

« La Tribune Libre » est ouverte à tous ceux qui désirent poser une revendication, ou exprimer une opinion quelconque.

Extrait de la « Tribune Libre des Employés », n° de janvier 58

(Suite de la page 1)

geols traditionnels, les impérialistes soutiennent la formation de courants qui, prenant le masque de partis « populaires », peuvent canaliser les masses, tels les partis « sociaux-chrétiens », qui sont actuellement en plein développement dans plusieurs pays d'Amérique Latine.

Les courants anti-impérialistes

VONT-ILS MOURIR ?

(Suite de la page 1)

des jeunes Algériens meurent pour que quelques milliardaires, qui ont déjà pris leurs précautions et transféré une large part de leurs capitaux en Amérique du Sud, soient encore plus riches. Chaque jour...

Tel est le régime qui ne se survit que grâce à la lâcheté et à la trahison des hommes qui prétendent diriger la classe ouvrière. Tel est le régime que ces hommes prétendent qu'il n'est pas encore temps d'abattre !

n'ont pas pris, en Amérique Latine, sauf exception, d'extension importante. La Chine a eu son Sun-Yat-Sen, l'Inde son parti du Congrès. L'Amérique Latine n'a rien connu de tel. L'indépendance politique relative dont jouissent les divers pays latino-américains, leur semi-colonisation, qui laissait intacts, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les aspects les plus manifestes de leur souveraineté, tout cela a empêché la délimitation sous une forme aigüe, du conflit entre l'impérialisme et les peuples latino-américains.

De plus, la concurrence entre les U.S.A. et leurs rivaux impérialistes, ainsi que les heurts entre les divers secteurs de la bourgeoisie, associés, les uns aux intérêts anglais, les autres aux intérêts français, allemands ou américains, masquaient la réalité fondamentale. L'Amérique Latine est l'objet, depuis la fin du siècle dernier, d'une offensive incessante des divers impérialismes, mais celle-ci a revêtu des aspects changeants et contradictoires, et les heurts qui se sont produits avec la bourgeoisie nationale n'ont pu conduire à la définition d'un programme anti-impérialiste clair.

IMPERIALISME ET BOURGEOISIE NATIONALE

C'est à partir de 1918, avec la réforme universitaire, qui, étendue à tout le continent, prit un certain caractère anti-impérialiste et d'hostilité à l'égard de l'oligarchie créée liée à l'impérialisme, que la petite bourgeoisie moderne envahit la scène. Cependant, la bourgeoisie industrielle naissante, dès la première guerre mondiale, entra en conflit avec l'impérialisme, mais exclusivement sur le terrain économique, le problème des tarifs douaniers.

Ce fut seulement à partir de la deuxième guerre mondiale, lorsque redoubla l'offensive impérialiste, et qu'elle prit la forme concrète d'un plan de colonisation affectant la souveraineté politique des Etats latino-américains (pactes bilatéraux, organisation des Etats américains) que des secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, s'appuyant sur le nouveau prolétariat industriel, portèrent au pouvoir des militaires « nationalistes » qui opposèrent une certaine résistance

à l'impérialisme yankee (Peron en Argentine, Ibanez au Mexique, Vargas au Brésil, Arbenz au Guatemala). Même lorsque ces nouvelles couches en vinrent à un conflit ouvert avec l'impérialisme, comme au Guatemala ou en Argentine, il s'agissait beaucoup plus du refus d'un abandon total, d'une aspiration à être reconnu par l'impérialisme comme un associé mineur, à obtenir pour la bourgeoisie nationale une plus grande part des profits « nationaux », et un certain degré de souveraineté politique, que d'un programme nettement anti-impérialiste. Le conflit prit toute un caractère plus aigu dans un pays comme l'Argentine, dont l'économie n'est pas complémentaire de celle des U.S.A., et qui entre en concurrence avec ces derniers sur le marché mondial. C'est l'une des raisons pour lesquelles Peron put résister plus de 10 ans, alors qu'Ibanez dut capituler rapidement.

L'ENTREE EN SCENE DU PROLETARIAT

La classe ouvrière latino-américaine n'a pas encore acquis une conscience anti-impérialiste conséquente. Avec les résolutions des premiers Congrès de l'Internationale Communiste, en 1919-1920, la nouvelle avant-garde ouvrière commença à se poser le problème national, mais d'une manière abstraite

Le stalinisme, avec sa politique de balancement entre les divers impérialismes, soumise aux oscillations de la diplomatie du Kremlin, discrédita et vida de tout contenu la lutte anti-impérialiste. Les masses tournèrent le dos aux mots d'ordre stalinien, inopportuns et abstraits.

Lorsque, à partir de 1940, se développa, comme nous venons de l'expliquer, la résistance de la bourgeoisie nationale à l'impérialisme, le prolétariat y participa, mais à la remorque des courants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Ceux-ci se livrèrent à une intense démagogie sociale, afin d'acquiescer au sein de la classe ouvrière, une base qui leur permettait de négocier dans de meilleures conditions avec l'impérialisme. Néanmoins, même s'il se laissa utiliser par la bourgeoisie, le résultat le plus important n'en fut pas moins l'entrée en scène du prolétariat sur le terrain de la lutte nationale.

ouvelle d'une vieille marchandise

A LA RESCOURSSE DES CHEFS D'ENTREPRISES

PARIS entre les exigences des travailleurs et les nécessités de la production, les chefs d'entreprises s'avèrent désormais impuissants à maintenir le flot revendicatif des ouvriers. Chaque jour, ils sont obligés de céder devant eux dans le problème crucial des normes de travail et de rémunération.

« Il est nécessaire de dire que les insuffisances dans l'organisation de la normalisation du travail et des salaires sont aplanies avec lenteur... Dans quelques entreprises et chantiers de construction, les salaires augmentent plus vite que la productivité du travail », s'inquiète Grichine, le président des syndicats de l'U.R.S.S., dans son rapport au dernier Plénum du Conseil Central. Devant ce fait, il est indispensable de briser la complicité du silence des bonzes syndicaux. Leur appartient de prendre la relève des chefs d'entreprise impuissants. « Les organisations syndicales doivent veiller à la stricte observation de la mise en ordre des normes de production », ajoute Grichine dans le même rapport.

Ce ne sera pas trop si tous les bureaucrates mettent désormais en commun leurs « compétences » particulières pour faire front aux travailleurs. « Le commandement unique est un principe indissoluble de direction dans la production. Mais il ne faut pas oublier que, dans les conditions soviétiques, le chef d'entreprise, le chef d'atelier, le contremaître, ne peuvent diriger valablement sans s'appuyer sur le collectif », — c'est-à-dire sur l'ensemble de la bureaucratie de l'usine — écrit la revue « Kommunist ».

LES ASSEMBLEES PERMANENTES DE PRODUCTION

MAIS la bureaucratie a trop d'expérience chèrement acquise pour ignorer que toutes ces mesures sont insuffisantes si elle ne parvient pas, par ailleurs, à neutraliser momentanément les travailleurs. Elle a pleine conscience que, pas plus que les chefs d'entreprise, les dirigeants syndicaux ne peuvent à eux seuls résoudre les difficultés de la révision des normes et des salaires qu'exige par ailleurs impérieusement l'économie du pays, soumise à la gestion bureaucratique, et sur lesquelles butent les dirigeants depuis le XX^e Congrès.

Dans le passé, les assemblées de production, organisées sous le contrôle des dirigeants syndicaux, permettaient à la bureaucratie de maintenir le fonctionnement des entreprises en soumettant à la terreur publique tout le personnel, du directeur au manoeuvre. Mais l'affaiblissement de son pouvoir a enhardi les ouvriers à désertier ces assemblées, et Khrouchtchev nous a appris lui-même que les directeurs ne s'y rendaient pas non plus.

Puisque la situation ne laisse plus désormais à la bureaucratie la possibilité de recourir à la terreur et aux procédés policiers, il ne lui reste plus qu'à compromettre une nouvelle couche de travailleurs, à promouvoir de nouveaux cadres de bureaucrates à l'usine. C'est sa seule façon, à elle, d'associer des travailleurs à la gestion.

Elle pense atteindre ce but en rendant permanentes les « assemblées de production » qu'elle ressort pour ses besoins de l'oubli où elles étaient plongées. Par équipe ou par atelier, les ouvriers désignent à main levée un délégué dont la candidature a déjà été avancée par l'organisation syndicale de l'usine. Ce sera toujours un « activiste » ou un « novateur », nous prévient la presse soviétique. Ce délégué se rendra à l'assemblée de production, convoquée désormais à intervalles réguliers. En principe, il continuera à travailler, mais, relevé sans cesse pour les besoins de sa fonction, il ne tardera pas à désertier l'établi et deviendra permanent à son tour.

C'est la revue « Kommunist » elle-même qui nous le promet : « Il faut promouvoir hardiment dans les usines les dirigeants des syndicats, les forces nouvelles et fraîches, prises parmi les travailleurs, les femmes et les jeunes ». On peut faire confiance à la bureaucratie dans ce domaine.

D'UNE PIERRE DEUX COUPS

SOLEE des travailleurs hostiles ou indifférents, incapable de leur imposer ses vues sur l'augmentation de la productivité du travail, l'impérialisme se tourne à l'association à la production, la bureaucratie compte sur ces nouvelles troupes pour lui venir en aide : « Il est indispensable de soumettre aux travaux des assemblées de production les problèmes de l'accomplissement et du dépassement des plans, de la mobilisation plus complète des réserves intérieures, de la création des conditions devant permettre aux ouvriers d'accomplir leur tâche, du perfectionnement des méthodes de direction des entreprises et des chantiers », écrit la revue « Kommunist » n° 18 - 1957. Mais, dans cette « reorganisation de l'activité syndicale », la bureaucratie a en vue bien autre chose.

Parmi ces nouveaux promus pris parmi les travailleurs les plus décidés et actifs, combien n'auraient pas pu prendre demain la tête du mouvement des masses contre la gabegie de la production bureaucratique et les privilèges des dirigeants ? Deriver vers des tâches concrètes des ouvriers qui auraient pu cristalliser demain, l'hostilité des travailleurs au régime, et par là même les mettre à l'école du bureaucratisme par le biais des assemblées permanentes de production, n'est-ce pas différer d'autant l'affrontement, pourtant inévitable entre la caste privilégiée et les travailleurs ?

Les précautions prises pour encadrer ces assemblées de production sont la preuve de la réalité de ce danger. A titre d'exemple, le « Troud » du 16 janvier 1958 donne la composition suivante du « noyau dirigeant » de l'assemblée de production de la manufacture des « Trois Collines » à Moscou : « Président : Griznov, chef du département du contrôle technique ; Secrétaire : Ossipov, ingénieur ; Membres : Skvirenko, directeur du combinat ; Sokolov, secrétaire suppléant du Comité du Parti ; Novikova, suppléante du président du Comité d'usine, etc... ». En confiant ainsi le contrôle des assemblées permanentes de production à des bureaucrates chevronnés, l'oligarchie soviétique se prémunit contre tout danger de donner aux mesures prises un caractère de représentativité ouvrière dans la gestion des entreprises.

L'INEXORABLE LOI

LE « renforcement du rôle des syndicats », la création des assemblées permanentes de production sont, par conséquent, des tentatives de la bureaucratie de faire accepter par les travailleurs son pouvoir d'usurpateur, de l'aider à résoudre les difficultés de gestion dans lesquelles elle se débat.

Mais elles se soldent par un nouveau renforcement du bureaucratisme qui, lui-même, augmente la gabegie, dont les effets, à leur tour, amplifient la haine des travailleurs pour le régime et les confirment dans leur hostilité à toutes les mesures prises par la bureaucratie.

Comme toutes les tentatives de réorganisation entreprises depuis la mort de Staline, cette dernière en date, loin de renforcer le pouvoir de la caste privilégiée, ne fera qu'accroître son isolement et accélérera par cela même le déclenchement de la lutte politique des ouvriers de l'U.R.S.S. pour la subversion de l'oligarchie russe et le rétablissement de la démocratie soviétique.

Voilà dans cette mesure, comme l'ont fait certains « observateurs » bien intentionnés dont nous avons parlé dans notre dernier article, un tournant à gauche, c'est sans conteste possible, prendre ses desirs d'auto-défense du régime bureaucratique pour la réalité : la lutte des masses contre ce régime.

E. BOIVIN.

LA SEMAINE PROCHAINE : LA LIQUIDATION DES STATIONS DE MACHINES ET TRACTEURS (M.T.S.)

QUAND LE KREMLIN FAIT HURLER SA MEUTE

TANDIS que se poursuit l'épuration du P.C. Polonais, une campagne de presse est en train de se dérouler en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe Orientale, contre les soi-disant « révisionnistes » polonais.

Les Izvestia du 28 décembre attaquent violemment les adversaires de la « primauté » de l'U.R.S.S. dans le camp « socialiste » et citent Kolakowski comme leur principal inspirateur. La revue littéraire Sovetskaja Kultura le traite de « naïf révisionniste ». Le parti tchécoslovaque l'attaque aussi, notamment, en même temps que Jan Kott et Adam Wazyk, tous deux démissionnaires du P.C. polonais après avoir été à la pointe du mouvement révolutionnaire qui aboutit à Octobre.

Il est clair que cette campagne bien orchestrée est destinée à faire pression sur Gomulka et ses amis pour en obtenir de nouvelles mesures contre-révolutionnaires. L'interdiction de Po Prostu, l'exclusion de Lasota et de ses amis ne suffisent pas au Kremlin qui veut définitive-

ment réduire au silence toute pensée communiste indépendante.

En Tchécoslovaquie, Ladislav Stoll, qui avait dû quitter le Ministère de la Culture devant les attaques de l'Association des Ecrivains, vient d'être nommé chef de la censure. Le ministre de la Justice a tonné au C.C. contre les « révisionnistes » qui « écrivent à propos du dépérissement de l'Etat au moment où il faut se battre pour l'établissement et le développement d'un Etat socialiste ». En Allemagne Orientale, l'organe stalinien Neues Deutschland attaque violemment comme « révisionniste » le professeur Herneck qui a se pose en farouche adversaire du culte de la personnalité ». Un journal bulgare attaque les écrivains qui veulent « suivre le chemin des écrivains polonais et hongrois ».

La pensée communiste indépendante n'est pas morte. Les flammes de Varsovie et de Budapest ne sont pas près de s'éteindre. C'est en vain que le Kremlin fait hurler ses loups... Pierre BRABANT.

Chez les porteurs des halles

UERS 2 heures du matin, les Halles de Paris offrent l'aspect grouillant d'une fourmière humaine avec les camions, remplis de fruits et de légumes, se frayant difficilement un chemin dans les rues tortueuses de ce quartier, avec les « forts » et les commis de magasin déchargeant et rangeant les cageots, avec les porteurs motorisés filant à toute allure livrer leurs marchandises, avec d'autres porteurs tirant leur diable en abanant et ployant sous des charges considérables. Il règne ici une

grande animation, qui surprend lorsque l'on arrive des autres quartiers de Paris, endormis et silencieux.

Aux Halles peut-être plus qu'ailleurs, existe ce contraste entre la misère de ceux qui peinent et la richesse et l'opulence des mandataires et autres commissionnaires qui amassent chaque jour des bénéfices considérables au détriment, non seulement de ceux qu'ils emploient, mais aussi de tous les travailleurs qui subissent leur loi lorsqu'ils achètent leur nourriture.

Levés de très bonne heure, leur travail s'effectuant de 2 heures à 9 heures du matin environ, les porteurs aux Halles se divisent en 2 catégories : les médaillés, reconnus officiellement par la Préfecture de Police, qui leur délivre une plaque numérotée, et les non-médailles, ou « clandestins ». Il y a actuellement environ 1.500 porteurs médaillés et presque autant de clandestins. Les médaillés se divisent eux-mêmes en motorisés : l'aristocratie des porteurs, qui disposent d'un capital leur permettant l'achat d'un diable à moteur, et les porteurs à bras, qui n'ont à louer que leur force musculaire.

Un porteur aux Halles, sympathisant et lecteur de « LA VERITE », nous a donné quelques détails sur cette catégorie de travailleurs.

QUESTION — Quelles sont les principales revendications des porteurs, et comment sont-ils organisés ?

REPOSE — La principale revendication des porteurs, c'est la reconnaissance de leur profession par les Pouvoirs Publics. Actuellement, nous effectuons, surtout les porteurs à bras, un travail de parias. Par tous les temps, nous tirons le diable, sans aucune garantie de sécurité, à la merci d'un accident à tous les instants, sans avoir droit à la Sécurité Sociale quand nous sommes malades, ce qui nous arrive très souvent. Je te rappelle qu'arrivés en nage, après avoir terminé une course, nous attendons des minutes entières un client, dans le froid et les courants d'air.

Le syndicat C.G.T., le seul existant, ne groupe qu'une très faible minorité des porteurs. Il est intervenu à plusieurs reprises pour nous faire reconnaître comme profession auprès des Pouvoirs Publics. Peine perdue ! Par contre, le percepteur nous reconnaît comme travailleurs indépendants ou artisans pour nous imposer un forfait. Nous n'avons pourtant aucune certitude de gagner notre journée ; parfois nous restons des heures à attendre un client. De plus, nous sommes astreints à verser des cotisations à la Caisse d'Allocations Familiales.

Les rivalités entre les différents groupes de porteurs, médaillés et clandestins, pour gagner leur pain, l'insécurité du travail, la lutte pour le client, transforment notre métier en une véritable jungle. « Chacun pour soi », tel semble être le Credo des porteurs. Malgré tout, quelques individualités essayent d'organiser la solidarité, mais c'est très difficile.

QUESTION — Un mouvement d'ensemble est-il possible pour obtenir la reconnaissance de votre profession ?

REPOSE — Pratiquement non, et pour plusieurs raisons. Le syndicat est très faible. Il y a très peu d'assemblées générales, et celles-ci ne regroupent que quelques dizaines de porteurs dans le meilleur des cas. Le bulletin du syndicat, « La feuille de chou », paraît très irrégulièrement et est sans intérêt.

Les porteurs sont très individualistes et il faut remonter de nombreuses années en arrière pour avoir le souvenir d'une manifestation spectaculaire des porteurs avec leurs diables, place de l'Hôtel-de-Ville, pour réclamer la reconnaissance de leur profession. Les clan-

destins, dont la plupart sont des déclassés, empêchent tout mouvement efficace des porteurs.

La seule action revendicative du syndicat, c'est l'envoi de délégations aux Pouvoirs Publics. En 1956 une de ces délégations a obtenu l'octroi de bons d'essence pour les motorisés, à la suite des événements de Suez. C'est un des rares résultats obtenus par le syndicat.

QUESTION — D'autres catégories de travailleurs aux Halles peuvent-ils lier leur lutte à la vôtre ? Contre les mandataires, par exemple ?

REPOSE — Absolument pas. Les commis de magasin sont reconnus comme profession et bénéficient de tous les avantages sociaux existant pour les travailleurs. L'année dernière, ils ont obtenu la fermeture du marché des fruits et légumes le dimanche pendant l'hiver. Cette revendication a

d'ailleurs dressé la plupart des porteurs contre eux, parce qu'ils leur ont supprimé une partie de leur gagne-pain.

Quant aux « forts » des Halles, ce sont des privilégiés, qui tendent de plus en plus à ne conserver de fort que le nom. La plupart des travaux pénibles de déchargement sont effectués par des clochards qu'ils emploient à leur compte pour des salaires extrêmement bas, ou même un simple pourboire.

Je crois qu'il sera quasiment impossible dans l'avenir d'unir toutes les catégories dans une lutte d'ensemble contre les mandataires. Seule la classe ouvrière, par la grève générale, pourra former ses Comités de ménagères pour contrôler le prix des denrées à leur arrivée aux Halles, faire rendre gorge aux mandataires, et balayer tous ces parasites qui n'ont rien à faire dans le circuit de la production.

R. A. T. P. QUELQUES PRECISIONS

J'AI lu dans votre journal, à la rubrique « Enquête », une enquête sur la R.A.T.P. Je ne peux que me déclarer entièrement d'accord avec votre article. Mais, étant receveur, et syndiqué C.G.T., je tiens à vous donner une précision sur le premier tract C.G.T. distribué aux receveurs et machinistes en 1958, et sur lequel une discussion fut ouverte dans une de nos réunions syndicales.

Ce n'est pas, comme vous l'écrivez, 40 points pour les machinistes et receveurs, mais 40 points pour le machiniste et 36 pour le receveur afin, sans doute, de garder la vieille tradition des 4 points d'écart entre ces deux employés.

De plus, il fut proposé, à cette réunion, la revendication d'une prime de 5.000 francs pour le machiniste seulement, prime dite de responsabilité. Peut-être pense-t-on que le receveur n'a pas de responsabilité avec 45.500 francs d'empoche et, aux heures de pointe, 50 personnes en voiture ? Celle-ci est d'ailleurs partagée avec le machiniste.

Et ne croyez-vous pas qu'un tract qui porte seulement sur des revendications machiniste et receveur est, pour un syndicat comme la C.G.T., un peu trop catégoriste ?

Un receveur, syndiqué C.G.T.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris XV^e

LETTRE D'UN POSTIER

... Dans « LA VERITE » de cette semaine, je trouve un article signé M. S..., employé de bureau au Gaz de France.

C'est certainement le meilleur de tous ceux parus jusqu'à présent dans votre enquête.

Cette camarade détruit la légende sur la grande victoire du 16 octobre et démontre par des chiffres que si la grève a été réellement unitaire, les augmentations accordées le sont moins puisque les versements s'élevaient de 15.000 à 195.000 francs. Ceci veut dire qu'à l'E.D.F. et au Gaz de France, ce sont les chapeaux qui ont été les bénéficiaires et c'est la même opération que voudraient réussir les directions des fédérations de fonctionnaires, aussi bien F.O. que la F.E.N. ou l'U.G.F.F. et la C.F.T.C.

Je suis d'accord avec cette camarade lorsqu'elle dit : « Si les fonctionnaires sont encore moins payés que nous, alors, il devrait être possible de s'allier avec eux, pour lutter ensemble et arracher, d'abord pour les plus bas salaires, des augmentations en rapport avec la hausse des prix ».

C'est là le vrai problème, que ce soit le bifteck ou le pinard, la hausse est la même pour tous. Le commerçant ne demande pas à la ménagère quel est le classement indiciaire de son mari. Par contre, si les augmentations hiérarchisées permettent aux cadres de faire face à la hausse des objets essentiels, elles ne permettent pas aux petites catégories de subvenir au nécessaire.

Il faut donc, en première étape, que nous posions l'augmentation uniforme. Il ne peut être question d'augmentation hiérarchisée tant que les travailleurs des petites catégories n'arrivent pas à assurer leurs besoins indispensables.

C'est le point de vue que nous nous efforçons de faire triompher dans nos milieux postiers. Malheureusement, face à nous, il y a la force des grands appareils que, cependant, nous devons renverser si nous voulons que cette revendication l'emporte.

Il faut que nous arrivions à faire comprendre aux postiers, par des chiffres, que, contrairement à ce que leur disent les dirigeants syndicaux, leurs camarades des petites catégories du Gaz et de l'E.D.F. ont été, malgré leur action unitaire du 16-10-57, couillonnés au seul profit des chapeaux.

Par contre, je pense que vous avez eu une attitude sectaire lors des luttes des postiers en février et mars 1958. Vous avez condamné ces actions, tout comme la grève du 25 octobre, sans vous arrêter au contenu revendicatif de ces luttes. Vous avez donné — et donnez encore — l'impression de ménager vos critiques à l'égard de F.O. en réservant vos foudres à la seule C.G.T. Or, dans le milieu postier, F.O. se révèle en toute occasion l'auxiliaire du ministre, du bon patron Thomas.

H. L.

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de :
1 an - 6 mois - 3 mois (1)
et verse :

1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)
au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

REVUE DE LA PRESSE SYNDICALE

BEAUCOUP DE PHRASES, DE PHRASES SANS SUITE

Adéjà de proposer un programme revendicatif capable d'associer toutes les catégories et toutes les corporations, ce qui est la condition évidente d'un large succès de tous, les grandes Organisations Syndicales s'agitent autour de phrases plus ou moins vengereuses, auxquelles elle se gardent bien d'apporter des conclusions permettant l'action concrète de leurs adhérents.

« **Syndicalisme** » de la C.F.T.C. du 4 janvier 1958, en apporte l'illustration la plus typique. Georges Levard y écrit sous le titre : « Réforme Constitutionnelle et 4^{me} pouvoir » que, depuis 150 ans :

« ... le pouvoir économique souvent plus réel que les trois premiers est d'autant plus omnipotent qu'on feint souvent de l'ignorer... »

Cette constatation fait honneur au jésuitisme de l'auteur, orfèvre en la matière de masquer l'objectif nécessairement anticapitaliste des luttes ouvrières. Et c'est aussi selon les « bonnes » traditions réformistes que se conclue, naturellement, la prose accusatrice du citoyen LEVARD :

« ... c'est pourquoi la C.F.T.C. met l'accent sur les institutions à créer ou à réformer... »

Pour que nul travailleur ne puisse en ignorer, une affichette en gros caractères révèle les perspectives « audacieuses » de ces bèleurs de réformes :

« ... Actuellement, le gouvernement, en adoptant une politique de déflation, a choisi de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs, de stopper l'essor économique. Face à cette situation, la C.F.T.C. réclame, sur le plan des institutions, la création d'un conseil permanent du plan et la réforme du Conseil Eco-

nomique, la création de Comités Industriels de contrôle A PARTICIPATION OUVRIERE (souligné par nous !) dans l'industrie... »

Voilà la recette aux maux des travailleurs ! Quelques places supplémentaires pour des bureaucrates syndicaux dans des organismes nouveaux où l'on mendie une petite « participation » avec les patrons ou leurs agents de la Fonction Publique !

Après une analyse de la situation des travailleurs non moins sévère que celle faite par la C.F.T.C., le secrétaire fédéral de « Force Ouvrière », G. VENTEJOL, écrit dans « Force Ouvrière » du 9 janvier 1958, sous le titre : « L'action ouvrière doit s'exercer sur tous les fronts » :

« L'action syndicale, c'est de rechercher partout dans l'entreprise ou la branche professionnelle, les bénéfices réalisés, souvent dissimulés, de connaître les progrès de la production et de la productivité, de déterminer la juste part du travail, d'en exiger la répartition aux salariés... »

Ainsi, tout comme la C.F.T.C., la C.G.T.-F.O. lance les travailleurs dans cette course aux trésors cachés dans les comptes patronaux en comptant sur la seule efficacité des « réformes » que le régime capitaliste voudra bien lui accorder ! On comprend qu', prudent, VENTEJOL précise que cela sera difficile ; il prophétise en effet, sans difficultés :

« Quels que soient les taux d'augmentation de la productivité et d'augmentation des salaires, l'évolution du coût de la vie a été telle en 1957 que les gains de productivité vont être rapidement absorbés

et la vraie productivité, pourtant nécessaire, compromise... Ajoutons-nous que la réduction des investissements productifs a été rendue inévitable par l'utilisation d'une fraction considérable de la production nette à des fins militaires ? Voilà où se trouvent nos difficultés, qui seront plus dangereuses en 1958 si les réformes nécessaires ne sont pas entreprises... »

Pauvre Ventéjol ! Il sera en effet « dangereux » pour tous les bureaucrates, comme pour le régime capitaliste, de poursuivre, en 1958, leur politique de misère pour les travailleurs, en croyant faire diversion par le relancement de ballons gonflés de vent des promesses réformistes...

La C.G.T., dans la « Vie Ouvrière » du 15-1-58, n'offre aux travailleurs, en ce début d'année, qu'un autre grand vide gonflé de phrases pompeuses sur « l'unité » à réaliser entre tous ces bureaucrates infirmes. Voici, extraites de l'intervention de MAUVAIS au dernier C.C.N., quelques phrases mises en vedette dans ce journal :

« Qu'une discussion, qu'un grand débat s'engage dans tous les pays sur tous ces problèmes, sur l'ensemble de la question de l'unité, et il ne fait pas de doute qu'avec les travailleurs, les syndiqués, les militants de toute appartenance syndicale sauront surmonter les difficultés, briser tous les obstacles... »

Cependant, le lecteur serait bien incapable, à la lecture de cette V.O., de découvrir les éléments revendicatifs traduisant les aspirations de tous — telle l'augmentation générale des salaires — qui pourraient servir d'objectif à cette « unité » !